



DÉPARTEMENT de
la Côte d'Or

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Communautaire

Séance du 20 novembre 2025

DATE DE CONVOCATION
14 novembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt novembre à dix-huit heures trente,
Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Patrice ESPINOSA,
Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise.

Étaient présents : M. Patrice ESPINOSA (pouvoir de M. Paul MURANO), M. Gilles BRACHOTTE,
M. Vincent CROUZIER, M. Vincent DANCOURT (pouvoir de Mme Nathalie ANDREOLETTI),
Mme Nathalie SEGUIN, M. Guy MORELLE, M. Jean-Luc AUCLAIR, M. Benjamin BONIN
(suppléant de M. François BIGEARD), M. Daniel CHETTA, M. Dominique CHOPPIN, Mme Maïté
COUBAT, Mme Marie-Françoise DUPAS, M. Jean-Marie FERREUX, Mme Marie-Paule
FONTAINE, M. Olivier GAUTHRON (pouvoir de Mme CLAUDEL-SALOMON-Arrivé à 18h35),
M. Simon GEVREY, M. Roland GOJJON, M. Dominique JANIN, M. Martial MATHIRON (pouvoir
de Mme Sylvie CHASTRUSSE), M. Bernard NAVILLON, M. Martial PARIZOT, Mme Rachelle
PETIT, M. Emmanuel PONTILLO, M. Jean-Emmanuel ROLLIN, M. Bernard SOUBEYRAND,
M. Jérôme THEVENEAU, M. Claude VERDREAU.

Étaient absents : M. Jean-Pierre COLOMBERT, Mme Zineb HEMAIRIA, Mme Nathalie
ANDREOLETTI (pouvoir à M. Vincent DANCOURT), M. François BIGEARD (suppléé par
M. Benjamin BONIN), Mme Anne-Sophie BOISSON, Mme Sylvie CHASTRUSSE (pouvoir à
M. Martial MATHIRON), Mme Carole CLAUDEL-SALOMON (pouvoir à M. Olivier
GAUTHRON), M. Pascal GALAND (suppléant de M. Jean-Pierre COLOMBERT), M. Olivier
GAUTHRON (pouvoir de Mme CLAUDEL-SALOMON-Absent de 18h30 à 18h35),
Mme Maryline GRANDIOWSKY, M. Paul MURANO (pouvoir à M. Patrice ESPINOSA),
Mme Christine NIRLO.

Secrétaire de séance : Monsieur Guy MORELLE, 7^{ème} Vice-président délégué à
l'Environnement, au Développement durable, à la Gestion de la GEMAPI et à la gestion de
l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage.

Membres en exercice	36	Délibération n°20/11/2025/11
Présents	27	Objet : Protection Sociale Complémentaire – Mutuelle :
Pouvoirs	04	Choix du mode de contractualisation et du montant de la
Votants	31	participation par agent

Vu les articles L.827-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011, notamment son article 18,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir les « risques santé » : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident.

Cette participation deviendra obligatoire pour les risques santé à compter du 1^{er} janvier 2026 sur la base d'un montant minimal, en l'état actuel du droit, de 15,00 € (quinze euros) bruts mensuels par agent, selon l'article 6 du décret n°2022-581. Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Le Centre de Gestion de la Côte-d'Or a procédé, au titre de son obligation (article L.827-7 du Code Général de la Fonction Publique) au lancement d'un appel public à concurrence régi par les dispositions du décret n°2011-1474, en vue de conclure une convention de participation et son contrat collectif à adhésion facultative des employeurs de son ressort et des agents pour les « risques santé ».

Le Centre de Gestion de la Côte-d'Or a sélectionné, à l'issue de cette consultation et après analyse des candidatures et des offres, par délibération du 4 septembre 2025, la Mutuelle Nationale Territoriale.

Considérant la convention de participation et son contrat collectif (joint en annexe) d'assurance associé souscrit par le Centre de Gestion de la Côte d'Or auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale,

Vu les avis du Comité Social Territorial pris sur la base de l'article 18 du décret n°2011-1474 précité :

- En date du 20 octobre 2025 :
 - Avis défavorable à l'unanimité des représentants du personnel,
 - Avis favorable à l'unanimité des représentants des élus.
- En date du 30 octobre 2025 :
 - Abstention à l'unanimité des représentants du personnel,
 - Avis favorable à l'unanimité des représentants des élus.

Vu, l'avis favorable de la 3^{ème} commission (Finances, Personnels, Moyens informatiques, Modernisation de l'Administration) réunie le 12 novembre 2025,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE d'adhérer à la convention de participation à intervenir et à son contrat collectif d'assurance associé souscrit par le Centre de Gestion de la Côte-d'Or auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale. Les garanties d'assurance prendront effet au 1^{er} janvier 2026,

- DÉCIDE de verser, en respectant le minimum prévu à l'article 6 du décret n°2022-58, une participation mensuelle brute par agent, à la date d'effet de la convention et du contrat collectif d'assurance, d'un montant forfaitaire de 25,00 € (vingt-cinq euros) (sans proratisation en fonction du temps de travail),
- AUTORISE Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à signer la convention de participation au contrat collectif d'assurance souscrit par le Centre de Gestion de la Côte-d'Or auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale,
- AUTORISE Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,

Fait à GENLIS, le 20 novembre 2025

Patrice ESPINOSA
Président de la Communauté de
Communes de la Plaine Dijonnaise,
Maire d'IZIER